

DÉLIBÉRATION

N° CC/FI/52-2023

BUDGET PRIMITIF 2023 – BUDGET ANNEXE « PARC DU ROUMOIS»

Délégués :

En exercice	68
Présents	59
Pouvoirs	05
Voix totales	64
Ne prend pas part au vote	00
Suffrages exprimés	61
Pour	61
Contre	00
Abstention	01
Non votants	02

Envoyé en préfecture le 31/03/2023

Reçu en préfecture le 31/03/2023

Affiché le 31/03/2023

ID : 027-200066405-20230327-CC_FI_52_2023-BF

L'an deux mille vingt-trois, le 27 mars à dix-huit heures, les membres du conseil communautaire de la Communauté de communes Roumois Seine, légalement convoqués, se sont réunis au centre Gilbert MARTIN, de GRAND BOURGTHEROULDE, sous la présidence de Vincent MARTIN. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux conseillers communautaires le mardi 21 mars 2023.

Etaient présents,

Richard APPERT, Béatrice AUBIN, Jean AUBOURG, Bernadette BARAT, Brigitte BARBETTE, Franck BERTIN, Jacques BINET, Sylvain BONENFANT, Cédric BROUT, Franck BUCHER, Frédéric CARDON, Laurent DEBEERST, Jérôme DEBUS, Didier DERLY, Michel DEZELLUS, Aline DONNET-MOUSSEUX, Jacques DORLEANS, Gilbert DOUBET, Laurent DUCHATEAU, Maria DUFROY, Daniel DUVAL, Myriam FERLIN, Claude GENCE, Bruno GERMAIN, Joël GRAINVILLE, Franck HAUDRECHY, Véronique HERVIEUX, Christine HOUEL, Annick LEMOIGNE, Dominique LEVASSEUR, Virginie LUST, Nelly MARINIER, Céline MAROUARD, Vincent MARTIN, Arnaud MAUPOINT, José MAURICE, Sandrine MENNITI, Damien MERCIER, Alain MICHALOT, William MIGNOT, Olivier MORIN, Charly NOEL, Michaël ONO DIT BIOT, Erick POISSON, Gwendoline PRESLES, Françoise PRUNIER, Mélanie RIOULT, Philippe ROMAIN, Régine SENINCK, Josette SIMON, Bruno SIX, Anne STAB, David TAURIN, Joël TEMPERTON, Damien THIEBAULT, Martine TIHY, Philippe VANHEULE, Maryannick VERDURE, Alain VIVIEN représenté par Evelyne LEFRANCOIS.

Pouvoirs :

Yannick BOUDET donne pouvoir à Myriam FERLIN, Guylène FREVAL donne pouvoir à Jean AUBOURG, Bertrand PECOT donne pouvoir à Christine HOUEL, Mélanie PETIT donne pouvoir à Laurent DEBEERST, Patrice ROMAIN donne pouvoir à Gwendoline PRESLES.

Absents/excusés :

Jean Pierre DENIS, Véronique DUMINY, Denis PIEDNOEL, Christine VAN DUFFEL.

Exposé des motifs valant note explicative de synthèse au sens de l'article L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Il est proposé au Conseil Communautaire d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2023 du budget annexe « Parc du Roumois » de la Communauté de communes Roumois Seine, faisant suite au débat sur les orientations budgétaires, et son rapport, qui s'est tenu le 06 février 2023.

Ce budget primitif est construit en fonction des dernières informations transmises par l'Etat, ou, à défaut, sur la base d'estimations sincères, prudentes et raisonnables au moment de sa préparation. Il sera amendé en cas de besoin en cours d'exercice par décisions modificatives, afin de tenir compte des ajustements nécessaires en recettes comme en dépenses.

Pour rappel, la loi NOTRe dans son article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retrace les informations financières essentielles soit jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Le présent rapport et ses annexes répondent à cette obligation pour la Communauté de Communes.

L'équilibre général du projet de budget primitif 2023 s'établit comme suit :

Section de fonctionnement		
	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	1 496 029.22 €	136 000,00 €
Mouvements d'ordre	544 900.90 €	1 939 183.63 €
Dépenses imprévues	85 029.22 €	
Virement à la section d'investissement	1 123 100.90 €	
Résultat 2022 reporté		1 145 306.61 €
TOTAL	3 220 490.24 €	3 220 490.24 €

Section d'investissement		
	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	36 000.00 €	
Mouvements d'ordre	1 938 383.63 €	544 100.90 €
Virement de la section de fonctionnement		1 123 100.90 €
Résultat 2022 reporté		307 181.83 €
TOTAL	1 974 383.63 €	1 974 383.63 €

La section de fonctionnement s’équilibre en dépenses et recettes à 3 220 490.24 € et s’articule de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	Libellé	BP 2022	BP 2023	Evolution
002.	Résultat d'exploitation reporté	217 840,23 €	1 145 306.61 €	425.76 %
042.	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 779 334,02 €	1 938 363.63 €	8.94 %
043.	Opérat° ordre intérieur de la section	800,00 €	800,00 €	0,00%
70.	Produits des services, du domaine et ventes divers	1 250 000,00 €	136 000,00 €	-89.12%
TOTAL		3 247 974,25 €	3 220 490.24 €	-0.85 %

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	Libellé	BP 2022	BP 2023	Evolution
011.	Charges à caractère général	1 021 000,00 €	861 000.00 €	-15.67 %
012.	Charges de personnel et frais assimilés	26 143,47 €	30 000.00 €	14.75 %
022.	Dépenses imprévues	85 000,00 €	56 459.22 €	-33.58 %
023.	Virement à la section d'investissement		1 123 100.90 €	
042.	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 593 385,31 €	544 100.90 €	-65.85 %
043.	Opérat° ordre intérieur de la section	800,00 €	800,00 €	0,00%
65.	Autres charges de gestion courante	180 000,00 €	520 000,00 €	188.89 %
67.	Charges exceptionnelles	341 645,47 €	85 029.22 €	-75.11 %
TOTAL		3 247 974,25 €	3 220 490,24 €	-0,85%

La section d’investissement s’équilibre en dépenses et recettes à 1 974 383.63 € et s’articule de la façon suivante :

Chapitre	Libellé	BP 2023
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	307 181.83 €
021	Virement de la section de fonctionnement	1 123 100.90 €
040.	Opérations d'ordre de transfert entre sections	544 100.90 €
TOTAL		1 974 383.63 €

Chapitre	Libellé	BP 2023
16	Emprunts et dettes assimilées	36 000.00 €
040.	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 938 383.63 €
TOTAL		1 974 383.63 €

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-1 à L.1612-20 et L.2311-1 à L.2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ainsi qu'aux finances communales,

Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'organisation territoriale de la République, et notamment ses articles 11 et 13 prévoyant l'organisation obligatoire d'un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédant le vote du budget pour les communes de plus de 3 500 habitants,

Vu l'arrêté préfectoral DRCL/BCLI/N° 2016-88 du 16/09/2016 portant sur la création de la Communauté de Communes Roumois Seine, modifié ;

Vu l'arrêté inter préfectoral N° DCL/BCLI/2021-24 du 24/06/2021 portant modification des statuts de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Vu la délibération N° CC/DG/35-2020 et CC/DG/35-BIS-2020 du 15/07/2020, portant éléction du président de la Communauté de Communes Roumois Seine ;

Vu la délibération du 06 février 2022 relative au débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2023,

Vu la délibération relative à l'adoption du compte de gestion, en date du 27 mars 2023,

Vu la délibération relative à l'approbation du compte administratif du budget principal et des budgets annexe de Roumois Seine pour l'exercice 2022 en date du 27 mars 2023,

Vu la délibération relative à l'affectation des résultats du budget principal et des budgets annexe de Roumois Seine pour l'exercice 2022 en date du 27 mars 2023,

Vu les délibérations du 27 mars 2023 fixant les taux de fiscalité directe locale pour 2023,

Vu l'instruction budgétaire M14 ;

Considérant l'avis de la commission des finances du 20 mars 2023 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

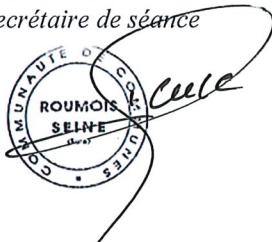
Par 61 voix pour, 1 abstention (*Cédric BROUT*)

Non votants : *Brigitte BARBETTE, Joel TEMPERTON*

- **ADOpte** le budget primitif 2023 annexe « Parc du Roumois » de la Communauté de communes de Roumois Seine, tel qu'exposé ci-avant, et conformément au document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.
- **VOTE** le budget primitif 2023 de la manière suivante :
 - Au niveau du chapitre pour la section d'investissement sans opération
 - Au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement
- **APPROUVE** le report anticipé des résultats prévisionnels et des restes à réaliser de l'exercice 2022 au budget primitif de l'exercice 2023 du budget annexe « Parc du Roumois » de la Communauté de communes Roumois Seine.

Claude GENCE

Secrétaire de séance



Vincent MARTIN

Président,



Envoyé en préfecture le 31/03/2023
 Reçu en préfecture le 31/03/2023
 Affiché le 31/03/2023
 ID : 027-200066405-20230327-CC_FL_52_2023-BF

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;

- ou d'un recours gracieux et/ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.